



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 23 novembre 2014

N° 407

PRIX : 0,60 Euro

BURKINA FASO



**LE DICTATEUR EST TOMBÉ
MAIS UNE NOUVELLE DICTATURE
MILITARO-CIVILE ASSURE LA TRANSITION**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Burkina Faso : Le dictateur est tombé mais une nouvelle dictature militaro-civile assure la transition

Page 3

Sommet de la francophonie à Dakar : répression contre les pauvres et interdiction de manifester

Page 4

Le virus Ebola commence à se propager au Mali

Page 5

Mauritanie : Liberté pour les militants anti-esclavagistes !

Pages 6-7 et 8

Côte d'Ivoire :

-Le pouvoir face à une mutinerie de soldats

-Interdiction des sachets plastiques: les forces de répression ne s'en prennent qu'aux pauvres

Pages 9, 10 et 11

Tchad: grogne sociale et manifestations contre la hausse du prix de l'essence

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

Notre site: www.uatci.org

BURKINA FASO

LE DICTATEUR EST TOMBÉ MAIS UNE NOUVELLE DICTATURE MILITARO-CIVILE ASSURE LA TRANSITION

Le 31 octobre dernier une insurrection populaire a balayé le régime de Blaise Compaoré. Ce dernier a été évacué par ses militaires et aussi par l'Armée française vers la Côte d'Ivoire avant de trouver un refuge doré à Casablanca au Maroc. Après avoir passé 27 ans à la tête de l'Etat, il voulait briguer un cinquième mandat par une modification de la constitution.

Les jeunes scolarisés et les étudiants issus des classes pauvres ont dit non à cette dictature et ont réussi à faire tomber Compaoré. Ils ont dit non à son clan qui se pavane dans un luxe insolent, qui ne se déplace que dans des voitures rutilantes acquises avec la sueur et le sang de tous ceux qui produisent les richesses, que ce soit dans les villes ou dans les villages. Ils ont dit non à leur façon en détruisant les édifices qui sont à leurs yeux les symboles de ce régime. Ils ont dit non en mettant à sac la villa de son frère François Compaoré surnommé le « petit président ». Il était un pouvoir dans le pouvoir puisqu'il convoquait des réunions ministérielles à son domicile et faisait tomber la tête de ceux qui n'étaient pas assez dociles à ses yeux. Dans le sous-sol de sa demeure luxueuse, les insurgés auraient découvert des squelettes humains, sans doute ceux de personnes ayant succombées aux tortures de cet homme connu pour sa férocité. Il se croyait intouchable, puisque protégé par son frère à la tête du pays.

Ce clan s'accrochait au pouvoir et ne voulait plus lâcher prise car ce pouvoir lui permettait de s'enrichir et de mener un train de vie insolent pendant que la population croupissait, c'est toujours le cas, dans une situation misérable. Près d'un habitant sur deux doit se contenter d'environ 1000 FCFA (1,5 euro) par jour pour survivre. C'est la raison pour laquelle des vagues de contestations ont déferlé à plusieurs reprises dans le pays, finissant par l'emporter.

Les capitalistes des grandes puissances, au premier rang desquels il y a ceux de France ancienne puissance colonisatrice, étaient les premiers bénéficiaires de ce système ignoble. Ils étaient peu regardants avec les pratiques des dirigeants locaux, du moment qu'ils pouvaient décrocher des contrats juteux et réaliser des chiffres d'affaires intéressants. En contrepartie de ces marchés, nul doute qu'ils corrompaient, qu'ils « remerciaient » sous forme sonnante et trébuchante les dirigeants. Ceux-ci prélevaient le complément dans les caisses de l'Etat, si bien qu'au bout du compte il ne reste pas grand-chose pour les services publics utiles à la population tels que les hôpitaux et les écoles.

Dès que Compaoré est tombé, le lieutenant-colonel Zida numéro deux de sa garde rapprochée, a pris les choses en mains avec l'approbation de la CDEAO, de l'Union Africaine et des représentants des grandes puissances. Compaoré était un de leurs amis et ils n'ont pas fait preuve de la moindre désapprobation sur sa façon de gouverner.

Un des chefs de file de l'opposition, Zéphirin Diabré, n'était, paraît-il, pas loin de donner l'accolade au galonné Zida, ce qui en dit long sur ce genre d'opposition. L'objectif prioritaire des différentes composantes dites d'opposition, consiste à quémander quelques postes ministériels et quelques places de députés qui sont en train d'être installés au parlement par le nouveau pouvoir selon son bon vouloir, dans le cadre d'un régime de transition. C'est

cette direction étatique qui est en train d'être mise en place pour une période d'un an à l'issue de laquelle des élections, présidentielle et législative, seraient organisées. Cette opposition a élaboré une charte allant dans ce sens et l'a remise bien respectueusement aux militaires installés au sommet de l'Etat.

Ceux-ci ne cachent pas qu'ils négocient parallèlement avec certains dignitaires du CDP, le principal parti qui soutenait le président déchu, ainsi qu'avec les chefs coutumiers, les représentants des églises ainsi que des notables issus de la "société civile". Autant dire qu'avec ce pouvoir qui se met en place, pas grand-chose ne changera en faveur des classes pauvres grâce à la mobilisation desquelles le dictateur détesté est tombé.

BURKINA FASO

ZIDA, KAFANDO ET LES AUTRES

Deux semaines après son installation à la tête du pouvoir, le lieutenant-colonel Zida a cédé la place à Michel Kafando, une personnalité civile qui évoluait comme cadre dans les structures de l'Onu. Zida lui-même demeure Premier ministre et à ce titre nommera son gouvernement dans lequel les militaires seront en bonne place.

1987 lors du putsch qui a permis à Blaise Compaoré d'accéder au pouvoir.

Pour mener à bien les changements annoncés, les tenants du pouvoir de transition demandent à la jeunesse qui s'est insurgée et aux classes pauvres, de se démobiliser et de se contenter de faire confiance au même appareil d'Etat (à quelques têtes près), au même système social que sous le régime déchu. Autant dire qu'il s'agit d'une duperie !

L'effervescence au sein de la jeunesse

La majorité des jeunes originaires des quartiers déshérités qui est descendue dans la rue se réclame du mouvement « balais citoyen », un mouvement de désobéissance civile créé il y a plus d'un an dont l'objectif est de « balayer » le régime Compaoré. Il se revendique de l'héritage de Thomas Sankara appelé le « Che Guevara africain », qui était un jeune capitaine de l'armée, arrivé au pouvoir en 1984 à l'âge de 34 ans. Il était connu pour ses discours enflammés à la tribune de l'ONU en faveur de l'autosuffisance nationale. Il préconisait un principe de vie spartiate que les ministres et hauts fonctionnaires devaient appliquer pour eux-mêmes afin de donner l'exemple. Ils devaient abandonner leurs grosses voitures Mercedes pour adopter des



Réunion des étudiants dans l'enceinte de l'université de Ouagadougou

Dans son premier discours Kafando a déclaré qu'il n'y aurait « plus jamais d'injustice, plus jamais de gabegie, plus jamais de corruption ». Il a également annoncé qu'une enquête allait être menée pour identifier le corps de l'ancien président Thomas Sankara, tué en

voitures Renault 5. Le pays qui s'appelait la Haute Volta depuis l'époque coloniale, a été nommé Burkina Faso (le pays des hommes intègres). Il essaya de procéder à la réforme de la terre mais se heurta à l'hostilité des grands propriétaires et de la chefferie traditionnelle. Il fut renversé et assassiné le 15 octobre 1987. Le nouvel homme fort Blaise Compaoré était un de ses compagnons de route. Il prit les rênes du pouvoir, mais se déclara vouloir « *rectifier la révolution* ». Les réformes même timides furent stoppées et les relations avec les grandes puissances, au premier rang desquelles il y avait la France et qui étaient quelque peu refroidies, furent renouées et cela dura 27 ans.

La contestation au sein de la jeunesse s'exprime depuis une quinzaine d'années, dans la foulée du meurtre en 1998 de Norbert Zongo, un journaliste qui enquêtait sur la mort suspecte d'un chauffeur de François Compaoré. Derrière cette mort chacun soupçonne la main du pouvoir. Un jeune rappeur connu sous le nom de scène de Basic Saoul avait composé une chanson intitulée Capitaine. Elle fut interdite de diffusion car elle évoquait Sankara. D'autres artistes comme Smokey ou Sam'K Le Jah s'y sont risqués mais ont subi la censure. Ces artistes exprimaient des sentiments qui traversaient la jeunesse. Plusieurs

jeunes ont été tués suite à la répression par les forces de l'ordre.

Tous ces jeunes qui ont fait preuve de courage pour affronter les forces de répression n'auront pas un autre avenir que celui que l'ancien pouvoir leur réservait. Comment faire pour que cela ne recommence pas comme avant, c'est-à-dire remplacer des corrompus par d'autres corrompus, des militaires par d'autres militaires qui continuent à taper sur le peuple ? Comment faire pour que les aspirations des classes pauvres ne passent pas sous le boisseau ?

Ceux d'entre ces jeunes qui veulent un avenir personnel peuvent faire carrière dans l'armée, la police ou la gendarmerie. Ils peuvent aussi chercher à se caser dans les églises ou les mosquées. Mais si parmi eux il y en a qui veulent un avenir pour les autres, pour l'ensemble des classes pauvres, il n'y a pas d'autre solution pour eux que de s'atteler à la construction du parti des prolétaires. Le prolétariat est la seule classe sociale capable de renverser le capitalisme malade et en crise et d'offrir des perspectives dignes du 21^e siècle à l'ensemble des déshérités dont fait partie la majorité des jeunes qui est descendue dans la rue.

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE À DAKAR

RÉPRESSION CONTRE LES PAUVRES ET INTERDICTION DE MANIFESTER

A l'occasion du 15^{ème} sommet de la Francophonie qui doit se tenir à Dakar à la fin de ce mois de novembre, le gouvernement sénégalais et les autorités municipales de la capitale mettent les bouchées doubles pour que la ville d'accueil apparaisse devant les caméras de télévision comme une ville calme, propre et accueillante.

Pour cela, le gouvernement a décidé d'aménager les abords de certaines artères de la capitale, d'arracher les mauvaises herbes, de ramasser les débris, mais aussi de débarrasser le centre-ville des mendiants et des petits vendeurs qui risquent de gâcher le paysage des hôtes de luxe qui sont attendus.

Des policiers et des employés municipaux ont été mobilisés massivement pour participer à "*l'opération de désencombrement*". C'est ainsi que dans plusieurs rues du quartier du Plateau (Carnot, Jules Ferry, Joseph Gomis, Ponty, etc), des petits vendeurs ont été brutalisés. Certains n'ont même pas eu le temps de ramasser leur marchandise.

Mais aux abords du pont de la Patte d'Oie, les petits commerçants ont réagi devant la brutalité des forces de l'ordre. Ils ont investi la rue et brûlé des pneus sur la route menant vers la passerelle. Ils ont raison de ne pas se laisser faire, d'autant plus que c'est grâce à cette petite activité de commerce le long des rues qu'ils parviennent

tant bien que mal à survivre, sinon ils crèveraient de faim.

Ces opérations de "déguerpissement" (c'est le terme utilisé par les autorités) ne datent pas d'aujourd'hui. Elles se pratiquent depuis l'époque de Senghor. A chaque fois que Dakar doit abriter une conférence internationale, les autorités politiques ont coutume de rafler les mendiants de la ville et de les parquer loin des yeux et des caméras. Et puis, une fois les festivités terminées, ce qu'on a voulu cacher un temps revient au galop car il n'a jamais été question de trouver ne serait-ce qu'un début de remède à la question de la misère et de la mendicité mais tout juste d'y mettre provisoirement un voile.

Tous les gouvernements qui se sont succédé ont eu recours aux mêmes pratiques. Et plus les années passent, plus le nombre de mendiants et de petits vendeurs de rue augmente. La seule solution que les pouvoirs successifs ont trouvée, c'est d'augmenter la répression contre les pauvres.

Cette année-ci, la trouvaille de Macky Sall c'est, en plus de la répression contre les

pauvres, d'interdire toute manifestation publique du 10 novembre au 5 décembre. Son objectif c'est de museler ses opposants politiques, en particulier ceux du PDS de l'ex-président Wade qui pourraient être tentés de profiter du sommet de la Francophonie pour occuper la rue et dénoncer l'emprisonnement de Karim Wade (pour "enrichissement illicite").

L'interdiction n'a pas du tout empêché le PDS de faire une marche de protestation et de tenir un meeting public à la Place de l'Obélisque le 21 novembre. Et si le gouvernement a fini par tolérer ce qu'il venait d'interdire, c'est parce qu'il sait que la menace de répression ne fait que renforcer l'envie des partisans de Wade de défier le pouvoir de Macky Sall.

D'autres organisations politiques, et associations de Défense de Droits de l'Homme envisagent de profiter du sommet de la Francophonie pour tenir un "contre-sommet" et dénoncer cet avatar de la "Françafrique" caché derrière le paravent culturel du "partage de la langue française".

LE VIRUS ÉBOLA COMMENCE À SE PROPAGER AU MALI

Les autorités maliennes ont récemment déclaré que sept personnes sont mortes après avoir été contaminées par le virus Ébola et plus de 500 personnes, selon les médias, sont sous surveillance médicale. Et pourtant le Président malien avait promis que son gouvernement ferait tout pour éviter une propagation du virus.



L'hôpital de Kayes, où la première victime d'Ebola au Mali avait été soignée.

Il y a un mois, un premier cas s'est déclaré à Kayes. C'était une fillette venue de

Guinée, qui était contaminée et qui est morte dans un centre de soin. Maintenant c'est à Bamako, dans la clinique Pasteur, qu'un infirmier, un médecin et d'autres personnes ont été contaminés par des malades venus en car de la Guinée. Ainsi le Mali est en train de rejoindre le camp des pays de l'Ouest frappé par le virus Ébola : la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. On sait très bien que les frontières entre les divers pays d'Afrique sont poreuses. Rien n'empêche les voyageurs de passer d'un pays à l'autre. Les dirigeants du Mali ont déclaré qu'ils surveillent les frontières mais c'est une propagande pour montrer qu'ils travaillent beaucoup et surtout pour calmer la population. L'épidémie est apparue il y a environ un an et s'est propagée très vite, faisant des milliers de morts dans les trois pays.

Actuellement neuf États de l'Union Européenne ont envoyé 1,4 tonne de matériel médical vers les trois pays où sévit l'épidémie

d'Ébola. Le bateau militaire qui se dirige vers ces pays transporterait 160 voitures et 80 containers de médicaments, du matériel d'urgence et de laboratoires. Ces moyens sont nettement insuffisants. Les spécialistes de ce genre de situation savent très bien qu'il faut une intervention d'une grande envergure pour faire disparaître ce genre d'épidémie. En plus les dirigeants des grandes puissances savent aussi qu'il est nécessaire de mettre des moyens importants et rapides pour la stopper. Mais cette mise en place est le cadet de leurs soucis. Ils réagissent quand cette épidémie touche des personnes qui voyagent vers l'Europe ou l'Amérique. En plus ce n'est pas uniquement du matériel médical qu'il faut, mais aussi des personnes compétentes, des médecins et du personnel spécialisé dans ce genre de fléau. S'ils le veulent, les dirigeants des grandes puissances peuvent se donner les moyens de former des personnes originaires de ces pays pour des interventions rapides et efficaces. Vraiment, ce

ne sont ni les personnes ni les moyens qui manquent. C'est plutôt une politique volontariste que les dirigeants de ce monde ne veulent pas mettre en place. Quand il s'agit de défendre leurs propres intérêts, nous voyons comment ils savent mettre le paquet. On les voit à l'heure actuelle agir de concert au Moyen Orient pour bombarder les positions des milices de l'État Islamique en Irak.

Certes les dirigeants des pays d'Afrique sont responsables de la politique qu'ils mènent sur le plan de la santé. En gros, ils laissent couler ce secteur. Ils ne font pas non plus d'effort sur l'éducation, le transport, le logement de la population, etc. Eux aussi ne pensent qu'aux intérêts de la classe privilégiée. Les travailleurs et les paysans pauvres sont en droit d'exiger que des mesures d'urgence sanitaire soient prises. Il s'agit d'une course contre la montre face à ce fléau.

MAURITANIE

LIBERTÉ POUR LES MILITANTS ANTI-ESCLAVAGISTES !

Plusieurs militants anti-esclavagistes, membres de l'Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA) ont été arrêtés et déférés devant les tribunaux. Ils sont accusés d'avoir participé à une « *activité dans une organisation non autorisée* ».

Ce qui leur est reproché en fait c'est notamment d'avoir appelé à manifester après l'arrestation de plusieurs des leurs au cours de ce mois de novembre. Pour défendre leurs camarades emprisonnés, ils ont organisé une « *caravane anti-esclavagiste* » le long des villes et localités situées le long du fleuve Sénégal, notamment dans la ville de Rosso. Il leur est aussi reproché de mener une "*propagande raciste*" envers l'ethnie qui pratique l'esclavage alors qu'ils ne font que dénoncer ceux qui s'adonnent à cette pratique malgré son interdiction.

L'esclavage a été officiellement aboli il y a 33 ans (1981) mais personne n'ignore (particulièrement les autorités politiques qui ont signé le décret de son abolition) qu'il existe bel et

bien dans la réalité. Officiellement, toute pratique d'esclavage est passible de 10 ans d'emprisonnement. Le gouvernement mauritanien vient même d'adopter une "*feuille de route*" élaborée avec l'appui de l'ONU pour "*éradiquer*" cette pratique barbare héritée des temps anciens.

Mais jusqu'à présent ceux qui subissent la répression ce sont surtout les militants anti-esclavagistes, ceux qui dénoncent la lenteur et le manque d'engagement des autorités dans la lutte contre l'esclavage. Une des raisons de ce manque d'empressement est que la classe dirigeante de ce pays est elle-même adepte de cette pratique. La plupart des dirigeants politiques, des hauts cadres de l'administration ainsi que les galonnés de l'armée font partie des familles esclavagistes. Mettre fin à l'esclavage serait pour eux se tirer une balle dans le pied.

Le dictateur actuel de la Mauritanie, Mohamed Ould Abdel Aziz, au pouvoir depuis 2009, a été récemment désigné par ses compères de l'Union Africaine (dont il est actuellement le président) pour jouer au "*monsieur bons offices*"

auprès des dirigeants burkinabè après la chute de Blaise Compaoré. Il a fait le voyage à Ouagadougou pour donner des "conseils de sagesse" afin de "réussir la transition". Mais pendant ce temps, on emprisonne chez lui les

militants anti-esclavagistes, sans que cela ne gêne ses homologues de l'Union africaine.

CÔTE D'IVOIRE

LE POUVOIR FACE À UNE MUTINERIE DE SOLDATS

Une mutinerie de soldats a éclaté le 18 novembre. Ce jour-là, les mutins ont pris le contrôle des grandes villes telles que Korhogo, Katiola, Bouaké, et mis la panique dans la ville d'Abidjan, défiant ainsi le pouvoir public par les armes. Dans plusieurs villes, les principales artères ont été simultanément bloquées par les soldats.



Une parade de l'armée ivoirienne

A Daloa, des coups de feu ont été entendus. Les militaires ont érigé des barrages empêchant les entrées et sorties des véhicules de la ville. À Korhogo aussi, il y a eu des tirs nourris et les entrées et sorties de la ville ont été également bouclées. À Bouaké, la gravité de la situation a été encore plus palpable. La ville a été quadrillée et tous les commissariats ont été neutralisés. Les mutins ont pris possession de la RTI locale. Selon toute vraisemblance, au cours de la soirée, ils ont aussi réussi à faire main basse sur la poudrière. En tout cas, les militaires ont paradé dans la ville très fortement armés.

Un pouvoir pris de cours

Si le pouvoir a parlé de manifestations de soldats à « mains nues », c'était uniquement pour faire croire aux gens que le problème n'était pas si grave et qu'il contrôlait la situation. Il a voulu

surtout éviter que le mouvement fasse tache d'huile et finisse par le balayer.

Ouattara a certainement en souvenir que son acolyte actuel, Bédié, avait été éjecté du pouvoir en 1999 pour avoir justement voulu tergiverser avec les militaires du rang qui s'étaient mutinés. C'est la raison pour laquelle, très rapidement, les représentants des mutins ont été reçus à la Présidence avec tous les honneurs, comme des héros. Le gouvernement a aussitôt débloqué des dizaines de milliards de francs pour satisfaire leurs revendications.

Manifestement, le pouvoir a été pris de cours. Ce n'est qu'après avoir platement accepté de négocier avec les mutins que Ouattara a ensuite déployé ses « forces spéciales » dans certains points stratégiques de la ville d'Abidjan. Ce faisant, il n'a fait que démontrer la fragilité de son pouvoir qui repose en grande partie sur cette armée qu'il ne contrôle pas autant que ce qu'il laisse croire. Heureusement pour lui que l'armée française est à quelques pas de sa Présidence en cas de besoin!

Qui sont ces mutins ?

Ces ex-rebelles des Forces armées de forces nouvelles (Fafn) qui se sont mutinés sont constitués de deux catégories. Il y a d'abord les ex-Fds, au nombre de 575, officiellement réintégrés dans le corps armées en 2009, suite à l'accord de Ouagadougou entre Gbagbo et son opposition armée. Ensuite, la grande majorité des mutins, au nombre de 8400, a été intégrée dans l'armée en 2011. Ensemble, ils viennent de rappeler à Ouattara, Soro, Bédié, Bakayoko et consorts, eux tous qui ont les deux mains plongées dans la mangeoire ; eux qui ont les comptes bancaires bourrés et le ventre bien repu, que ce sont bien eux les ex-rebelles qui les ont installés au pouvoir par la force des armes. Certes, avec le soutien des forces armées

impérialistes. Mais sans eux, dans tous les cas, les Ouattara et sa clique ne seraient pas aujourd'hui au pouvoir. Alors, quand Ouattara dit à qui veut l'entendre qu'il a été « élu démocratiquement », sa soldatesque est là pour lui rappeler que sans eux il n'est rien !

Ils ont obtenu des engagements et des promesses

Les mutins ont réussi à créer un rapport de forces tel que leurs revendications ont été satisfaites au-delà leurs espoirs. Ils ont obtenu le paiement des « arriérés de solde » de 2009 à 2011. Ce n'était pourtant pas la revendication de départ des 8400 d'entre eux intégrés seulement en 2011. Ils ont aussi obtenu le paiement des « baux administratifs » avec effet rétroactif depuis 2009 jusqu'à 2014 pour eux tous; ce qui est encore un autre cadeau de Monsieur le Président pris à la gorge.

Par ailleurs, le groupe de 8400 actuellement au grade de caporal ont aussi obtenu leur changement de grade, avec surtout l'augmentation de la solde qui va avec. Certains d'entre eux passeront ainsi au grade de caporal-chef et d'autres, directement à celui de sergent. Ils ont appris d'expérience à travers leur ex-chef com'zone Wattao qu'il est possible de passer du statut de cuisinier avec un grade de caporal à celui plus intéressant de lieutenant-colonel où celui-ci a été bombardé. Il suffit pour cela de saisir une opportunité et de braquer son arme au bon endroit et au bon moment !

"Je vous donne ce que vous exigez et vous m'aidez à réprimer les autres"

Ce n'est d'ailleurs pas encore dit que Ouattara et son clan s'en soient tirés d'affaire pour autant. D'abord, il y a cette « prime spéciale de guerre » ou « prime Ecomog » d'un montant de 5 millions de francs par tête, revendiqués par ces ex-combattants. Là-dessus, il n'y a eu aucune communication officielle du gouvernement. Tout laisse croire que le pouvoir veut régler cette revendication en sous-main sans que cela face trop de bruit; ceci, pour éviter peut-être que d'autres catégories de corps habillés n'aient la mauvaise idée d'exiger à leur tour le paiement de ces 5 millions. En tout cas, Ouattara a dit lui-même à ces mutins : « Tous vos problèmes seront résolus. Et à partir de maintenant, je vous demande de vous comporter en soldats modèles. Je vous, le demande. Parce que si vous n'êtes

pas des modèles, vous allez créer la chienlit dans ce pays ». Et d'y ajouter : « c'est à vous de nous assurer que d'autres ne rentrent pas dans la danse ». En d'autres termes, Ouattara leur dit : « je satisfais vos revendications. A vous de m'aider à réprimer les autres ».

Y a-t-il d'autres candidats à la mutinerie ?

Les « autres » en question, ce sont avant tout les dizaines de milliers d'ex-combattants qui espèrent toujours leur intégration dans l'armée et qui ponctionnent pour l'instant directement leur prébende sur les populations. Les attaques à main armées et les coupeurs de routes, par exemple, ce sont eux. Ils constituent une menace potentielle pour le pouvoir.

D'ailleurs, un tout petit nombre d'entre eux s'était aussi mis dans la « danse », le même jour à Abobo. En effet, un groupe d'individus encagoulés portant des treillis pour certains, armés de quelques armes, ont tenté de mettre la pagaille. Ils avaient même réussi à braquer un véhicule Ccdo (Centre de coordination des décisions opérationnelles), un véhicule de ceux-là mêmes qui sont censés être des « élites » de l'armée, spécialisé dans le maintien de la sécurité. Ils avaient aussi pris le contrôle du commissariat du 13^{ème}, après en avoir chassé les policiers.

Ce sont finalement les Frci du camp commando d'Abobo qui sont venus facilement à bout de ces quelques insurgés mal préparés, en trop petit nombre, et qui avaient probablement cru à tort que l'invitation à la danse leur avait été aussi ouverte. Il y a eu un mort dans cette échauffourée, dont le cadavre n'a été ramassé que le lendemain.

Et du côté des ex-Fds et des policiers ?

Il y a les ex-Fds qui voudraient certainement aussi goûter à leur part de gâteau. Mais ceux-là avec leurs collègues ex-rebelles se regardent encore en chiens de faïence et gardent plutôt encore la queue basse. Il y aussi la police dont les représentants s'étaient d'ailleurs invités dans la salle de négociation sans y avoir été conviés. Ils espéraient ainsi pouvoir poser leurs revendications mais ils ont été chassés de la salle, comme des malpropres par les autorités gouvernementales.

Blaguer tuer

Si ces soldats mutins ont eu tous les égards des autorités gouvernementales ; s'ils ont été reçus en grande pompe à la Présidence et ont eu droit à la photo de famille et sont passés à la télé ; si Ouattara a eu des mots gentils pour eux, du genre : « *Vous avez défendu la patrie et la patrie doit faire preuve de reconnaissance et de gratitude (...) c'est une question d'équité (...) je suis fier de vous* », cela ressemblait aux propos de quelqu'un qui a un fusil braqué sur sa tempe. Il fait penser à un maître-chiens qui a peur d'être mordu par ses propres chiens, mais dont il a aussi besoin pour défendre ses intérêts et de ceux dont il en a la garde.

"Qui a du fer a du pain !"

Aux yeux des autorités, ces soldats du rang qui sont généralement issus des quartiers pauvres, sont considérés comme leurs chiens de

garde. Ils les traitent d'ailleurs généralement comme tels. Ils en ont besoin pour réprimer d'éventuelles révoltes venant des populations pauvres. Les bourgeois savent que ces travailleurs qu'ils écrasent et qu'ils oppriment finiront un jour par se révolter et remettre en cause le système économique et social capitaliste qui les opprime et qui les réduit à la misère.

Mais gageons que le jour venu, même ces militaires ne seront pas pour eux un rempart. Les travailleurs finiront bien par trouver le chemin de leur libération. Après tout, même ces militaires derrière lesquels la bourgeoisie se protège, ne viennent-ils pas de leur propre rang ? Alors, quelque part, il y a des odeurs qui restent et qui peuvent servir de ralliement le moment venu. Dans tous les cas, les soldats mutins viennent de montrer que « *qui a du fer a du pain* ».

CÔTE D'IVOIRE

INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES : LES FORCES DE RÉPRESSION NE S'EN PRENNENT QU'AUX PAUVRES

Depuis quelques temps, une opération a été lancée par le gouvernement pour soi-disant mettre fin à l'utilisation de sachets plastiques. Mais plutôt que de s'en prendre aux gros industriels et aux grossistes qui inondent les marchés de ces sachets, ils préfèrent s'en prendre, comme c'est leur habitude, aux petites gens.

Ainsi, on a vu des nervis de la "brigade de salubrité" dans les rues d'Abidjan s'en prendre violemment à des petits commerçants dont les marchandises sont emballées dans des

sachets plastiques ; aux vendeuses d'eau glacée, de chips, d'attiké, de jus de fruits etc.

Selon le journal *Fraternité Matin* du 19 Novembre, 9 personnes ont été déférées au parquet depuis le début de l'opération et des marchandises emballées dans des sachets, ont été saisies. Evidemment, il n'est pas venu à l'idée de cette prétendue brigade de salubrité publique d'aller chatouiller les riches qui fabriquent ou qui inondent le marché. Au lieu de ça, les autorités se bornent à réprimer les petites gens avec tout le mépris qu'ils ont pour les pauvres.

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À FAIRE LES FRAIS DE L'INTERDICTION DES SACHETS PLASTIQUES !

Avec l'entrée en vigueur de la mesure gouvernementale d'interdiction des sachets, nombreux sont les travailleurs qui se sont retrouvés sur le carreau. C'est le cas à Zenith, à Ifamci, à Interpac, ainsi que dans toutes les entreprises qui fabriquent des sachets plastiques.

Les patrons ont trouvé là un bon prétexte pour mettre à la rue des travailleurs.

Ces travailleurs auraient dû être réaffectés vers d'autres sections surtout que dans la plupart des entreprises de la zone industrielle de Yopougon, les ouvriers travaillent en sous-effectif et sont surmenés. Mais cela, c'est sans

compter que pour tous ces riches qui exploitent les travailleurs, c'est avant tout le profit qui les intéresse. Le sort des travailleurs, ils s'en moquent royalement. Il est clair que l'emploi

massif de sachets plastiques dans la vie courante a un impact certain sur l'environnement. Mais ce qui est révoltant, c'est que l'élimination de ces sachets se fasse au détriment des travailleurs.

TCHAD

GROGNE SOCIALE ET MANIFESTATIONS CONTRE LA HAUSSE DU PRIX DE L'ESSENCE

C'est le comble ! Un pays pétrolier qui produit du pétrole à profusion connaît une pénurie depuis des mois, faisant doubler voire tripler le prix du litre de l'essence (il est passé de 500 francs CFA à 1.500 CFA voire plus), c'est inconcevable ! C'est intolérable ! Et les populations ont réagi par des manifestations pour montrer leur colère.



Manifestation des enseignants, avocats, notaires et huissiers à Ndjaména le 11 novembre

Il y a de quoi être en effet en colère car cette augmentation de l'essence se répercute sur tous les prix, en particulier sur les moyens de transports privés (le transport public n'existant pas). Même les petites gens qui ne possèdent pas de voiture sont concernés parce qu'ils se déplacent en « taxi-moto » (Motos utilisées en villes pour transporter les gens).

Tout a commencé le 11 novembre dernier dans la ville à Sarh, au sud du pays. A l'appel de la section locale du syndicat des enseignants qui étaient en grève pour revendiquer le paiement de leurs salaires et contre le prix trop élevé du litre d'essence, des habitants sont descendus dans la rue dès 4 heures du matin, pour organiser une opération « tintamarre », en frappant sur tout ce qu'ils pouvaient trouver, notamment des casseroles, pour faire le plus de bruit possible. La ville s'est réveillée au son de cette musique improvisée. Il y a eu des affrontements avec les forces de l'ordre. Deux jeunes ont été blessés par

balles. Dans l'après-midi, le calme est revenu dans la ville après que les autorités ont annoncé le versement des salaires des enseignants.

Le même jour, à Moundou, autre ville du Sud, des jeunes ont attaqué des citernes de carburant et une essencerie (station d'essence). Des forces de l'ordre ont tiré sur eux pour les disperser ; il y a eu deux morts.

A Ndjaména la capitale, ce jour-là, de jeunes manifestants ont mis le feu aux véhicules administratifs aux environs des lycées, de l'avenue Mobutu, de la Rue des 30 mètres et de la Rue des 40 mètres.

Les autorités qui ont pris peur face à l'ampleur des mouvements de contestation et de mécontentement dans les trois villes, ont dépêché leur ministre des Finances pour annoncer le paiement des salaires des enseignants. Les manifestations ont cessé, un calme précaire est revenu dans le pays mais le problème de la hausse du prix de l'essence n'est toujours pas résolu.

Deby tente de rassurer les populations. Il assure que des mesures ont été prises, pour supprimer les intermédiaires et acheminer le carburant tchadien directement dans les stations-service du pays. Mais c'est du vent !

Un dirigeant d'un parti de l'opposition a affirmé : « *Le monopole de la distribution de carburant a été octroyé par le pouvoir à des commerçants qui sont presque tous proches du président de la République. Forts de ce monopole, ils font ce qui leur plaît* », avant d'ajouter : « *Quand les citernes sortent de Ndjaména, on dit sur les papiers qu'elles vont à Moundou, à Sarh, à Abéché. Mais souvent, celles qui sont destinées à Moundou vont servir les commerçants du Cameroun, celles qui arrivent à Sarh continuent en fait leur chemin jusqu'en Centrafrique, et certaines destinées au nord traversent la frontière pour aller en Libye ou au Nigeria* ».

C'est donc une sorte de mafia, un système de vol bien organisé par Deby et son entourage pour s'enrichir de façon illicite. Les populations ont raison de manifester leur colère face à des

dirigeants qui ne s'occupent que de leurs intérêts personnels.

Seule la lutte paie !

TCHAD

LE PROCÈS DES EX-COLLABORATEURS DE HABRÉ : DU CINÉMA !

C'est vraiment du cinéma, l'ouverture ce 14 novembre dernier à Ndjaména, du procès de 29 prévenus, ex-collaborateurs du dictateur Hissen Habré qui vit depuis 24 ans à Dakar, en exil doré, après la chute de son régime sanguinaire. Car la première personne qui devrait passer en justice au Tchad, en l'absence de Habré, c'est bien évidemment le bourreau Idriss Deby qui fut le bras droit et l'exécuteur des basses besognes de ce dernier.



Manifestation des veuves et parents des victimes en 2012 à Ndjaména

Habré a fait torturer et tuer des milliers de personnes, des opposants politiques mais aussi tous ceux qui n'étaient pas d'accord avec sa politique dictatoriale. La DDS, police politique qu'il a créée, a tué, emprisonné, parfois sans preuve, battu et torturé sans retenue et sans état d'âme. On parle de 40.000 morts et 200.000 victimes de tortures.

Quand Deby a pris le pouvoir début décembre 1990 à Ndjaména par un coup d'Etat perpétré contre Habré, son ancien compagnon de maquis, avec la bénédiction des autorités françaises, les parents des victimes pensaient, à tort, qu'il allait demander au Sénégal l'extradition de cet assassin à qui il a accordé l'asile politique. Deby ne l'a pas fait. Et pour cause ! Le procès de Habré à Ndjaména risquait

de l'éclabousser, lui, qui fut à l'époque son second couteau.

Depuis qu'il est devenu chef de l'Etat, et fort du soutien de l'impérialisme français, cet assassin d'hier et d'aujourd'hui cherche à passer pour un homme respectable à qui l'on rend visite ou l'on sollicite ses services, sur le plan militaire par exemple. En témoigne le voyage du 21 novembre à Ndjaména du Premier ministre français Manuel Valls. Comme le ridicule ne tue pas, il cherche à passer aussi pour un justicier, en organisant le procès des anciens collaborateurs de Habré, pour les punir, et donc se donner bonne conscience alors que les Tchadiens savent bien quel rôle macabre il a joué sous le régime de Habré.

Ce procès, Deby le voulait « historique » mais manque de pot, il se déroule au moment même où avocats, notaires et huissiers observent une grève lancée le 10 novembre pour le paiement de leurs honoraires. En effet l'Etat a promis de leur verser une avance de 2 milliards de francs CFA sur l'argent qu'il leur doit. Comme la promesse n'a pas été tenue, les avocats ont boycotté la séance d'ouverture.

Le procès est ouvert tout de même mais pas comme le voulait le dictateur Deby. Un membre de la Chancellerie a déclaré : « *On en restera aux formalités d'usage pendant les dix premiers jours. Pendant ce temps, nous espérons que les avocats reviendront à de meilleurs sentiments et participeront aux débats contradictoires* ».

Les autorités ont tout tenté. Mais leurs promesses n'ont pas convaincu les trois corporations, avocats, notaires et huissiers de lever leur mot d'ordre de grève. Ils maintiennent leur mouvement tant qu'ils n'auront pas eu satisfaction.

Ils ont parfaitement raison.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.